



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/309
12 juin 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 116 de la liste préliminaire*

**APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS
SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	2
II. REPONSES DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET DES ORGANISMES INTERNATIONAUX QUI FONT PARTIE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES OU QUI Y SONT ASSOCIES	3
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	3
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	8
Organisation de l'aviation civile internationale	10
Organisation météorologique mondiale	11
Organisation maritime internationale	11
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	11
Programme des Nations Unies pour le développement	12
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	13
Programme alimentaire mondial	16

* A/45/50.

179

I. INTRODUCTION

1. A sa quarante-quatrième session, l'Assemblée générale a adopté, le 11 décembre 1989, la résolution 44/85 relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies. Au paragraphe 16 de cette résolution, l'Assemblée priait le Secrétaire général de "continuer à aider les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à mettre au point des mesures appropriées pour l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et d'établir à l'intention des organes compétents, avec l'assistance de ces institutions et organismes, un rapport décrivant les mesures prises depuis la publication de son précédent rapport, en application des résolutions pertinentes, y compris la présente".

2. Par une lettre datée du 16 mars 1990, le Secrétaire général a transmis le texte de la résolution aux chefs des secrétariats des institutions spécialisées et des organismes internationaux qui font partie de l'Organisation des Nations Unies ou qui y sont associés, dont la liste est donnée ci-après, et les a invités à présenter les renseignements demandés en vue de leur insertion dans le rapport visé au paragraphe précédent :

Organisation internationale du Travail (OIT)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
Organisation mondiale de la santé (OMS)
Banque mondiale
Fonds monétaire international (FMI)
Union postale universelle (UPU)
Union internationale des télécommunications (UIT)
Organisation météorologique mondiale (OMM)
Organisation maritime internationale (OMI)
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
Fonds international de développement agricole (FIDA)
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
Programme alimentaire mondial (PAM)
Ligue des Etats arabes
Organisation de l'unité africaine (OUA)
Organisation des Etats américains (OEA)

3. Les réponses des organismes internationaux intéressés reçues par le Secrétaire général aux lettres mentionnées plus haut sont résumées ci-dessous.

4. Toute nouvelle réponse et tout renseignement supplémentaire que l'on pourra obtenir concernant les activités pertinentes entreprises par les organismes intéressés pendant l'année en cours seront publiés sous forme d'additifs au présent rapport.

5. Le Secrétaire général a également transmis le texte de la résolution aux divers départements et autres bureaux du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Les réponses reçues figurent également dans le présent rapport.

II. REPONSES DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET DES ORGANISMES
INTERNATIONAUX QUI FONT PARTIE DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES OU QUI Y SONT ASSOCIES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE (FAO)

[Original : anglais]
[21 mai 1990]

I. AFRIQUE

1. De mars 1989 à mars 1990, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a accordé une aide directe à deux mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à savoir :

Le Pan-Africanist Congress of Azania (PAC)
La South West Africa People's Organization (SWAPO)

2. L'aide de la FAO s'inscrit dans le contexte des résolutions adoptées par ses organes directeurs et des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment la résolution 44/85.

3. L'aide accordée par la FAO aux mouvements de libération a pris la forme d'une assistance technique portant sur des activités de développement à long terme et/ou des opérations d'aide alimentaire d'urgence. Au cours de la période considérée, cette assistance a été principalement axée sur le développement de la production alimentaire et sur la formation :

Assistance au PAC dans le domaine de la production alimentaire à Masiguri-Kitonga, République-Unie de Tanzanie - PAC/86/000

4. Dans le cadre de ce projet, la FAO a fourni au PAC une assistance technique sous forme de services consultatifs et d'encadrement afin de permettre à des membres du PAC au camp de Masiguri-Kitonga de devenir autonomes en matière de production alimentaire. Ce programme d'assistance comportait un élément de mécanisation agricole nécessitant la fourniture de matériel agricole ainsi que des activités de formation et de gestion.

Assistance à la SWAPO dans le domaine du développement et de la production agricoles à Kwanza-Sul, Angola - SWP/86/003

5. Il s'agissait principalement d'intensifier les activités de développement agricole axées sur l'autosuffisance dans le domaine de la production vivrière, d'assurer par des conseils et un appui technique la création de grandes exploitations et d'un atelier agricole, et d'accroître la production annuelle d'aliments de base - légumes, bétail, produits laitiers, etc. Certains membres de la SWAPO ont été choisis pour recevoir une formation dans diverses disciplines agricoles et connexes, notamment la gestion des fermes, la mécanisation, l'entretien et la réparation du matériel agricole, afin de mieux les préparer à contribuer à l'édification de la nation après l'indépendance.

6. Dans le cadre des accords officieux concernant l'octroi de l'indépendance à la Namibie conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les parties en cause, la SWAPO aurait renoncé aux privilèges qui lui avaient été accordés par l'Assemblée générale, notamment à l'aide des organismes des Nations Unies.

7. Par la suite et sur la demande du Secrétaire général de l'Organisation, l'assistance de la FAO à la SWAPO a pris fin durant la période de transition.

8. Cependant, conformément à l'esprit de la résolution 44/85 de l'Assemblée générale, la FAO, dans le cadre du plan d'activités des Nations Unies pour la période de transition conduisant à l'indépendance de la Namibie, a participé au programme d'urgence de réadaptation et de réinstallation pour les rapatriés, mis en oeuvre par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. A l'aide de ses fonds propres, la FAO a financé les services d'un conseiller agricole et l'achat de semences et d'outils pour aider les rapatriés à parvenir à l'autosuffisance, en particulier dans le secteur de la production alimentaire.

9. Par ailleurs, le Directeur général de la FAO a approuvé le 21 avril 1989 une assistance alimentaire d'urgence d'un montant de 1,8 million de dollars destinée à environ 50 000 Namibiens rentrés dans leur pays.

Liste des projets exécutés par la FAO en Namibie

<u>Symbole et titre du projet</u>	<u>Coût en dollars des Etats-Unis</u>	<u>Début et fin du projet</u>	<u>Etat du projet/ remarques</u>
<u>Namibie</u>			
TCP/NAM/8951 "Fourniture d'urgence d'intrants agricoles aux rapatriés"	400 000	Septembre 1989/ mars 1990	Intrants distribués
TCP/NAM/8952 "Fonctionnaire de la FAO en Namibie chargé du relèvement d'urgence du secteur agricole"	110 000	Septembre 1989/ mars 1990	Fonctionnaire en poste dans le pays; projet prolongé jusqu'en septembre 1990

II. PACIFIQUE SUD

10. Au total, sept projets d'assistance technique ont été exécutés par la FAO dans la région du Pacifique Sud en faveur de pays dont certains sont encore sous domination coloniale, comme les îles Tokélaou et le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique.

11. L'aide a principalement porté sur le développement des cultures de racines et tubercules et la protection des récoltes, ainsi que sur la sylviculture, les pêcheries et le bétail. La liste des projets figure ci-après.

Liste des projets exécutés par la FAO dans la région du Pacifique Sud

Projets achevés (régionaux)

<u>Pays</u>	<u>Symbole du projet et titre</u>
TTP*, TOK**	RAS/79/025 - Formation dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture et des pêcheries
TOK	RAS/79/027 - Développement des élevages porcins, de l'aviculture et du cheptel
TTP, TOK	RAS/85/004 - Pacifique Sud (SOPAC), pêcheries
TOK	RAS/87/002 - Aide régionale aux pêcheries
TOK	RAS/89/405 - Australian International Development Assistance Bureau (AIDAB) (Bureau australien international d'aide au développement) - Contribution au programme forestier du Pacifique Sud

Projets en cours (régionaux)

TOK	RAS/86/034 - Cultures de racines et tubercules
TOK	RAS/86/036 - Développement de la sylviculture
TOK	RAS/86/039 - Développement du cheptel
TOK	RAS/89/403 - Programme régional d'aide aux pêcheries
TOK	RAS/86/407 - AIDAB (Bureau australien international d'aide au développement) - Contribution au développement des cultures de racines et tubercules

* TTP : Territoire sous tutelle des îles du Pacifique.

** TOK : îles Tokélaou.

/...

Projets en cours (régionaux)

TOK RAS/86/037 - Protection des récoltes dans le Pacifique Sud

Projets en cours

TTP TTP/89/207 - Services consultatifs dans le domaine des pêcheries

III. PETITS TERRITOIRES DES CARAIBES

12. La FAO a pris part à des projets d'assistance destinés aux petits territoires non indépendants des Caraïbes, à savoir Anguilla, les îles Vierges britanniques, Montserrat, les îles Caïmanes et les îles Turques et Caïques (sous la dépendance du Royaume-Uni) et les Antilles néerlandaises et Aruba (sous la dépendance du Royaume-Uni et des Pays-Bas). Etant donné que ces territoires ne sont pas membres de la FAO, cette aide a été consentie soit à la demande du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou de la communauté des Caraïbes (CARICOM), soit à la suite de catastrophes régionales telles que des ouragans, etc.

13. En août 1988, le PNUD a invité la FAO à participer à une mission conjointe à Anguilla, aux îles Vierges britanniques et à Montserrat pour évaluer le secteur agricole de ces territoires et identifier les projets que leurs gouvernements aimeraient que la FAO exécute en priorité. Auparavant, la FAO a exécuté un projet conjoint de sylviculture avec le PNUD à Montserrat. Plus récemment, à la suite de l'ouragan Hugo en 1989, la FAO a organisé une mission, financée au titre de son programme de coopération technique, pour évaluer les dommages dans les territoires sinistrés, y compris à Montserrat et aux îles Vierges britanniques. Les premiers renseignements recueillis par cette mission ont permis d'informer la communauté des donateurs de l'ampleur des dégâts et de mobiliser une aide d'urgence. Anguilla et Montserrat doivent bénéficier d'un projet conjoint FAO/PCT (programme de coopération technique) visant à lutter contre la tique Amblyomma qui s'attaque au bétail.

14. En ce qui concerne les îles Caïmanes et les îles Turques et Caïques, le PNUD a invité la FAO à procéder périodiquement à l'examen des plans de gestion des programmes de pays de ces territoires en lui faisant part de ses commentaires et, plus récemment, il l'a chargée d'aider les îles Turques et Caïques à évaluer leurs secteurs de l'agriculture et des pêcheries.

Liste des projets exécutés par la FAO dans les pays
des Caraïbes orientales

<u>Symbole et titre du projet</u>	<u>Coût en dollars des Etats-Unis</u>	<u>Début et fin du projet</u>	<u>Etat du projet/ remarques</u>
TCP/RLA/8968 "Evaluation des dégâts causés par l'ouragan Hugo dans les secteurs agricole, forestier et des pêcheries"	40 000	Octobre 1989/ janvier 1990	Rapport de la mission distribué aux donateurs. L'évaluation a porté sur Antigua-et-Barbuda, les îles Vierges britanniques, la Dominique, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis.
TCP/ANT/8952 "Aide aux fermiers victimes de l'ouragan Hugo"	70 000	Octobre 1989	Intrants commandés
TCP/DMI/8954 "Aide aux fermiers victimes de l'ouragan Hugo"	100 000	Octobre 1989	Intrants commandés
TCP/STK/8953 "Aide aux fermiers victimes de l'ouragan Hugo"	100 000	Octobre 1989	Instrants commandés

15. Le service juridique pour le développement a fourni aux petits territoires non indépendants de la région des Caraïbes et du Pacifique des avis juridiques sur les points suivants :

1. Iles Caraïbes

Aide à la préparation d'une législation de l'eau (1983) et d'une législation concernant les pêcheries (1980);

2. Montserrat

Montserrat a participé à des ateliers (1982-1987) organisés par l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales sur l'harmonisation des législations concernant les pêcheries; l'île n'a toutefois pas reçu d'avis juridique ou d'assistance directe par ailleurs;

3. Etats fédérés de Micronésie

Avis juridiques sur l'établissement d'accords de coentreprises dans le secteur de la pêche (décembre 1989).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE
ET LA CULTURE

[Original : anglais]
[4 mai 1990]

1. Au cours de l'année 1989, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a organisé un petit groupe de travail sur l'apartheid et l'économie en Namibie. Un groupe de travail s'est également réuni à Harare les 8 et 9 janvier 1990; il a étudié la question de l'établissement d'un réseau de centres de recherche en Afrique australe afin d'étudier les effets de la politique de l'Afrique du Sud sur les Etats indépendants de la sous-région.

Aide aux mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine

2. A l'heure actuelle, l'Unesco porte ses efforts sur la lutte contre l'apartheid et sur le suivi de la situation en Afrique du Sud et en Namibie dans les domaines relevant de sa compétence.

3. Conformément au document 25 C/4, et plus particulièrement au paragraphe 71 du programme 1.3, une attention soutenue est accordée aux mesures visant à répondre aux besoins en matière d'éducation, notamment ceux des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

4. Conformément au document 25 C/5, au titre du programme 1.3, un soutien sera accordé aux programmes éducatifs des mouvements de libération nationale africains reconnus par l'OUA au moyen d'activités de formation en cours d'emploi destinées aux personnels de l'éducation, de bourses et de la fourniture de matériels et d'équipement didactiques.

5. Pour l'exercice biennal en cours, une somme de 124 000 dollars a été approuvée au titre de ces activités.

Programme ordinaire pour 1988/89

6. Dans le cadre de son programme ordinaire pour 1988/89, l'Unesco a accordé des bourses à des candidats présentés par les mouvements de libération d'Afrique australe pour leur permettre de poursuivre leurs études dans des établissements d'enseignement supérieur aux Etats-Unis, en Zambie, au Zimbabwe et en République-Unie de Tanzanie.

7. L'Unesco, en tant qu'agent d'exécution, a acheté du matériel scolaire et de laboratoire pour les centres d'éducation des mouvements de libération reconnus par l'OUA. Le coût de ce matériel est estimé à environ 27 000 dollars.

8. L'Unesco a pris à sa charge le coût du voyage de trois membres des mouvements de libération qui ont assisté à la Conférence générale de l'Organisation à Paris en octobre 1989.

Projets financés par le PNUD

9. En collaboration avec le PNUD, l'Unesco exécutera sept projets en faveur des mouvements de libération reconnus par l'OUA, d'un coût équivalent à un montant estimatif de 6 millions de dollars pour le cycle 1987-1991.

10. Les sept projets sont destinés à aider des candidats présentés par l'African National Congress (ANC) et des Namibiens à poursuivre leurs études primaires et secondaires jusqu'au niveau universitaire et à celui de la formation professionnelle. La formation des enseignants dans les centres d'éducation des deux mouvements se fait dans le cadre de divers séminaires portant sur des sujets tels que sciences, arts plastiques et dessin, mathématiques, anglais et arts ménagers.

Fonds d'affectation spéciale géré par l'Unesco

11. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne financera un projet, d'un coût de 500 000 dollars, visant à assurer la formation d'enseignants de l'ANC.

Sciences sociales

12. S'agissant des sciences sociales et de la formation en la matière à assurer aux Namibiens, les activités de l'Unesco au titre de la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ont compris des réunions, des conférences intergouvernementales, des séminaires, des études et des travaux de recherche.

13. A cet égard, l'Unesco a chargé un historien namibien, qui est maintenant également membre de l'Assemblée nationale de son pays, de mener une étude sur la situation en Namibie. C'est ainsi que l'ouvrage A History of Resistance in Namibia a été publié conjointement par l'Unesco, James Currey Publishers et le Fonds culturel interafricain de l'OUA. Il a été largement diffusé auprès des mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA, des groupes anti-apartheid, des organismes des Nations Unies et de la communauté scientifique et culturelle.

L'Unesco et la Namibie

14. L'Unesco a contribué à la formation de cadres féminins du Conseil des femmes dans le cadre d'un projet financé par le PNUD (SWP/86/005) Promotion de la participation des femmes au développement, qui est maintenant achevé.

15. Pendant la période de transition, quatre fonctionnaires de l'Unesco ont été détachés auprès du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) en Namibie.

Participation de l'Unesco à la célébration de l'indépendance de la Namibie (18-22 mars 1990)

16. M. L. Yaker, Coordonnateur pour les activités spéciales et Représentant personnel du Directeur général, a tenu des réunions de travail avec deux ministres du Gouvernement namibien.

17. Le Ministre de l'éducation, de la culture et des sports, M. Nahas Angula, a examiné avec M. Yaker les activités que l'Unesco et la Namibie mènent actuellement ou envisagent de mener en coopération, particulièrement dans le domaine de l'éducation.

18. Il a été confirmé qu'une mission Unesco/PNUD sur l'éducation se rendrait en Namibie dans un proche avenir. Le Directeur du Bureau de l'Unesco en Namibie a également été désigné.

19. M. Angula a exprimé le souhait que le Bureau de l'Unesco ouvre ses portes le plus tôt possible. Des mesures à cet effet sont prises avec l'assistance de M. Mac Adams, représentant résident du PNUD en Namibie.

20. Le Ministre de l'information et de la radio-télédiffusion, M. Hidipo Hamutenya, s'est entretenu avec M. Yaker et lui a fait part de certains des projets de son ministère.

21. M. Yaker a remis au Ministre une pochette d'information, contenant notamment deux films prêtés à la Namibia Broadcasting Corporation nouvellement créée.

22. Le représentant de l'Unesco a donné au Ministre l'assurance que son organisation était prête à coopérer avec la Namibie, dans les limites des moyens disponibles.

23. Une mission sur l'information et la radio-télédiffusion doit arriver prochainement à Windhoek. L'Unesco a l'intention de poursuivre sa coopération avec la Namibie nouvellement indépendante et prévoit déjà d'y envoyer des missions sectorielles sur les communications et l'éducation.

24. En dépit de contraintes financières, le Directeur général a réaffirmé que l'Unesco continuerait d'appliquer toutes les résolutions relatives à l'autodétermination, aux droits de l'homme et à la dignité de tous les peuples opprimés du monde.

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

[Original : anglais]
[24 avril 1990]

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) continue de fournir une assistance technique à un certain nombre de territoires dépendants pour leur permettre d'atteindre l'autonomie dans le domaine de l'aviation civile internationale. Cette assistance entre à la fois dans le cadre des programmes de ses bureaux régionaux, qui assurent la mise en place des installations de navigation aérienne et des services nécessaires à la sécurité des opérations de transport aérien, et dans celui de son programme d'assistance technique, en tant qu'agent d'exécution du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE (OMM)

[Original : anglais]
[24 avril 1990]

1. Le Comité exécutif de l'OMM examinera, à sa quarante-deuxième session qui se tiendra à Genève du 11 au 23 juin 1990, la résolution 44/85 - "Application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies" - et d'autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session.
2. En ce qui concerne le paragraphe 13 de cette résolution, le Congrès de l'OMM a adopté à sa septième session, tenue en avril 1975, la résolution 38 aux termes de laquelle l'Afrique du Sud a été suspendue de l'exercice de ses droits et de la jouissance de ses privilèges en tant que membre de l'OMM.
3. L'OMM a adopté différentes mesures pour aider la Namibie à mettre en place ses services météorologiques nationaux. L'entrée de la Namibie à l'OMM est actuellement à l'étude.

ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE

[Original : anglais]
[10 mai 1990]

Il a été dûment pris note de la résolution 44/85. Les mesures décrites en 1983 continuent d'être appliquées par l'Organisation maritime internationale (OMI) dans les cas appropriés. Conformément à la pratique habituelle, le texte de la résolution sera transmis au Conseil de l'OMI pour information et pour suite à donner. Toute observation faite ou mesure prise par le Conseil sera communiquée en temps utile.

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT
(CNUCED)

[Original : anglais]
[11 mai 1990]

1. Dans le cadre de l'appui qu'elle accorde à la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) met en oeuvre un certain nombre d'activités, aux niveaux national et régional, qui permettront aux pays d'Afrique australe, et en particulier aux Etats de première ligne, de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud et, par là même, de résister ou de mieux faire face aux mesures de déstabilisation que pourrait adopter cette dernière. La CNUCED fournit une aide aux gouvernements de la région dans les domaines du développement des échanges et de la coopération économique, du développement et des transferts de technologies, de la surveillance de la dette et de l'analyse financière, des assurances, de la sécurité alimentaire et des transports, entre autres. Elle accorde une importance particulière à la coopération avec les pays de la région dans le domaine des transports, et le projet de coopération technique financé par

le PNUD dont elle assure l'exécution a pour but d'encourager ces pays à mettre en place un réseau de transport qui ne dépende pas des voies passant par l'Afrique du Sud et à ouvrir de nouvelles liaisons commerciales avec les pays situés au nord de la région.

2. Pendant la période de transition qui a conduit à l'indépendance de la Namibie, la CNUCED a participé au séminaire organisé à Harare, du 23 au 27 octobre 1989, par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie sur l'intégration de celle-ci dans les structures régionales de coopération économique et de développement en Afrique australe. Elle a présenté un document intitulé "Trade and regional co-operation for an independent Namibia" (Commerce et coopération régionale dans une Namibie indépendante) exposant les mesures que pourrait adopter la Namibie pour tirer le meilleur parti de sa participation de facto à l'Union douanière d'Afrique australe et diminuer sa forte dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud, en adhérant à des organisations sous-régionales de coopération économique telles que la SADCC et la Zone d'échanges préférentiels, à des conditions qui tiendraient compte de sa situation spécifique.

3. La CNUCED a également participé à un second séminaire, qui s'est tenu à Rio de Janeiro (Brésil) du 4 au 8 décembre 1989, sur l'"Assistance technique en faveur d'une Namibie indépendante - le rôle de l'Organisation des Nations Unies". Elle a présenté des propositions visant à aider la Namibie à conclure des arrangements officiels de coopération commerciale et économique avec les pays voisins et à mieux intégrer son commerce extérieur dans les systèmes d'échanges internationaux.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

[Original : anglais]
[2 mai 1990]

I. GENERALITES

1. A l'égal des autres pays en développement, les pays non indépendants qui participent au programme d'assistance technique du PNUD reçoivent une allocation au titre des chiffres indicatifs de planification (CIP) qui est fondée principalement sur le produit national brut par habitant et la population. Par ailleurs l'insularité est également un facteur pris en compte dans la détermination des ressources allouées à ce titre, ce qui donne un avantage supplémentaire aux pays en développement insulaires. Pour le quatrième cycle de programmation (1987-1991), les CIP alloués aux pays non indépendants de la sous-région des Caraïbes - Bermudes, îles Vierges britanniques, îles Caïmanes, Montserrat, îles Turques et Caïques - et aux activités de coopération technique demandées par les Gouvernements de ces pays ont été fixés comme suit :

2. Bermudes : Le CIP s'établit à 694 000 dollars des Etats-Unis. Le Gouvernement n'a à ce jour présenté aucun programme nécessitant un financement au cours de ce cycle de programmation.

3. Îles Vierges britanniques : Le CIP s'établit à 239 000 dollars des Etats-Unis. Une assistance est fournie dans les secteurs de la planification du développement, du tourisme, de l'aménagement du territoire, de la planification sociale et du développement agricole.

/...

4. Il convient de mentionner que le PNUD a prélevé 400 000 dollars sur les ressources spéciales du Programme pour aider les pays de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales dévastés par le cyclone Hugo en septembre 1989. L'essentiel des fonds a été attribué aux Etats membres qui avaient été les plus sinistrés et avaient peu de chances d'obtenir une assistance complémentaire; une partie de ces ressources a été toutefois consacrée aux opérations de relèvement dans les îles Vierges britanniques.

5. Iles Caïmanes : Le CIP s'établit à 584 000 dollars des Etats-Unis. Une assistance a été octroyée à des projets dans le domaine de l'aviation civile, de la mise en valeur des ressources humaines et des télécommunications.

6. Montserrat : Le CIP s'établit à 676 000 dollars des Etats-Unis. L'assistance porte notamment sur la mise en valeur des ressources en eau, le secteur forestier, la mise en valeur des ressources humaines et la conservation des sols et de l'eau.

7. L'essentiel des 400 000 dollars alloués aux Etats membres de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales au titre des ressources spéciales du Programme est allé au programme de relèvement mis en oeuvre à Montserrat à la suite du passage du cyclone Hugo en septembre 1989.

8. Iles Turques et Caïques : Le CIP s'établit à 753 000 dollars. L'assistance porte sur des secteurs tels que la planification du développement, l'aménagement du territoire, le développement des pêcheries, l'aviation civile et la mise en valeur des ressources humaines.

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

[Original : anglais]
[1er mai 1990]

I. GENERALITES

1. Dans le cadre de son mandat humanitaire et apolitique, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a continué d'offrir une aide matérielle aux réfugiés de Namibie et d'Afrique du Sud. Chaque fois que possible, les mouvements de libération nationale respectifs ont été ses principaux partenaires. Au cours de la période considérée, cette coopération a revêtu une importance particulière dans le contexte de l'application du plan d'indépendance de la Namibie, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Aux termes de cette résolution, et dans le cadre général du GANUPT, le HCR s'est vu confier la responsabilité d'organiser le rapatriement de près de 43 400 réfugiés et exilés namubiens.

2. Le rapatriement des Namubiens a été mené à bien. La politique d'*apartheid* suivie en Afrique du Sud même et la constante déstabilisation des voisins de ce pays, notamment l'Angola et le Mozambique, sont alors restées, comme par le passé, les causes premières du vaste problème de réfugiés auquel est actuellement en proie la région de l'Afrique australe.

3. Si l'on reconnaît que le HCR n'est pas habilité à traiter de ces causes premières, il a, en revanche, manifestement pour mandat de protéger et d'aider les victimes de l'apartheid, du colonialisme et de l'occupation qui ont cherché asile en tant que réfugiés dans les Etats africains indépendants voisins.

4. Les objectifs principaux que poursuit le HCR dans l'accomplissement de son mandat humanitaire en Afrique australe sont les suivants :

a) Protection :

- i) Aider à protéger l'intégrité de l'institution qu'est l'asile, c'est-à-dire la protection globale qu'un Etat, dans l'exercice de sa souveraineté, offre aux réfugiés sur son territoire;
- ii) Veiller à ce que le principe fondamental de non-refoulement soit pleinement respecté;
- iii) Contribuer à atténuer certains des problèmes de sécurité aigus auxquels se heurtent les Etats de première ligne en raison de l'afflux de réfugiés, en procédant à l'évacuation ou à la réinstallation d'urgence des réfugiés dans d'autres pays, situés de préférence sur le continent africain.

b) Aide matérielle en vue de l'adoption de solutions durables :

- i) Mobiliser et acheminer une assistance matérielle accrue en faveur des pays d'asile dans la région, alléger le fardeau que représente l'accueil des réfugiés, et offrir une assistance humanitaire aux mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA).
- ii) Renforcer les moyens dont disposent les Etats de première ligne pour faire face aux situations d'urgence de sorte qu'ils puissent répondre avec l'efficacité voulue aux afflux massifs et soudains de réfugiés;
- iii) Dispenser au plus grand nombre possible de jeunes réfugiés l'enseignement de base et la formation professionnelle dont ils ont besoin pour être davantage productifs et autosuffisants pendant leur exil et les préparer à remplir des fonctions de direction lorsqu'ils retourneront dans leur pays d'origine;
- iv) Encourager dans tous les cas, autant que possible, le rapatriement librement consenti et aider les pays d'origine à mettre en place les infrastructures nécessaires à la réintégration de ces réfugiés dans leur pays;
- v) Favoriser la réinstallation, de préférence en Afrique, lorsque le rapatriement librement consenti s'avère impossible dans un avenir prévisible, et lorsque les possibilités d'intégration locale dans les pays de premier asile sont plutôt limitées, comme c'est le cas pour la plupart des réfugiés sud-africains.

II. RAPATRIEMENT EN NAMIBIE

5. Au cours de la période considérée, 43 387 Namibiens ont été rapatriés en application des responsabilités confiées au HCR par la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, dans le cadre des activités du GANUPT. Sur ce total, 35 553 réfugiés venaient d'Angola, 3 841 de Zambie, et 3 993 de 40 autres pays. Entre le 12 juin 1989, date à laquelle a débuté l'opération de rapatriement, et le 7 août 1989, un important pont aérien organisé à partir de l'Angola et de la Zambie a permis de rapatrier 34 765 Namibiens. En dépit d'un certain nombre de retards et de problèmes indépendants de la volonté du HCR, l'opération a été menée à bien et a représenté un élément important du processus d'accession de la Namibie à l'indépendance.

III. ASSISTANCE AUX REFUGIES D'AFRIQUE AUSTRALE

6. Le nombre de réfugiés sud-africains qui auraient trouvé asile en Afrique australe semble s'être stabilisé autour de 35 000, dont un peu plus de la moitié a reçu du HCR une aide sous forme de soins ou de secours et de programmes de mise en valeur des terres agricoles. Il y a des réfugiés sud-africains au Botswana, au Lesotho, au Mozambique, en Angola, au Swaziland, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie; une aide matérielle leur a été fournie dans le cadre de programmes visant à assurer leur autonomie sur le plan agricole en Angola, au Botswana, au Swaziland, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie et leur formation professionnelle au Lesotho et au Zimbabwe. L'aide du HCR a également porté sur l'éducation des enfants des réfugiés, la formation professionnelle et l'emploi (permis de travail, prêts pour les petites entreprises, etc.) des réfugiés adultes. Quelques opérations de soins et d'assistance destinées aux personnes les plus démunies et à leurs familles, notamment dans les zones urbaines ont également été organisées, dans le cadre général des politiques d'aide du HCR.

7. Le HCR a suivi de près l'évolution récente de la situation en Afrique du Sud, en se préoccupant notamment des possibilités qui pourraient se présenter de favoriser le rapatriement librement consenti des réfugiés sud-africains.

IV. COOPERATION AVEC LES MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONALE RECONNUS PAR L'OUA

8. La coopération entre le HCR et les mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA est restée très satisfaisante au cours de la période considérée. Les bureaux du HCR dans les pays où sont mis en oeuvre des programmes d'assistance destinés aux mouvements de libération nationale ont continué à fournir une assistance technique et des conseils portant sur la formulation des projets et leur suivi. En ce qui concerne la SWAPO et l'opération de rapatriement des Namibiens, le HCR a procédé dans le cadre des modalités et des besoins généraux de cette opération, dont il a été question ci-dessus.

V. EDUCATION

9. Dispenser un enseignement de base (primaire/secondaire) et une formation professionnelle utile et appropriée demeure un aspect essentiel du programme d'assistance du HCR en faveur des réfugiés sud-africains et namibiens. En 1989,

l'aide du HCR pour le premier cycle du secondaire a bénéficié à environ 700 étudiants issus de ces deux groupes de réfugiés. Le HCR continuera d'aider les étudiants réfugiés namibiens dont il s'occupe déjà jusqu'à la fin du cycle d'études dans lequel ils étaient inscrits au moment de l'entrée en vigueur des arrangements conclus par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de l'indépendance de la Namibie.

10. Le HCR a également continué de verser sa contribution annuelle (30 000 dollars E.-U.) à l'Institut des Nations Unies pour la Namibie, qui forme des administrateurs en vue de l'indépendance de la Namibie.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

[Original : anglais]
[24 avril 1990]

Octroi d'une assistance fournie aux réfugiés des territoires coloniaux, y compris l'assistance fournie au gouvernement concerné pour la préparation et l'exécution des projets en faveur des réfugiés, et assouplissement des procédures relatives à ces projets

1. Au 31 décembre 1989, le montant total des dépenses engagées par le Programme alimentaire mondial (PAM) au titre de l'aide aux mouvements de libération, aux réfugiés et aux personnes déplacées s'élevait à 144,8 millions de dollars pour 36 projets, dont 52,3 millions de dollars pour huit projets encore en cours.

Octroi d'une assistance aux peuples des territoires coloniaux en Afrique, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et avec la collaboration active des mouvements de libération nationale concernés

2. Depuis le précédent rapport (A/44/297), aucune modification n'a été apportée aux procédures du PAM concernant l'assistance aux peuples des territoires coloniaux en Afrique.

Suppression de tout appui au Gouvernement sud-africain et mesures prises pour qu'aucune aide ne soit accordée à ce gouvernement dans les domaines financier, économique et autres

3. Comme indiqué précédemment, le PAM ne fournit aucune assistance au Gouvernement sud-africain, ni ne collabore avec lui.

Arrangements conclus, en consultation avec l'OUA et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, pour que les territoires coloniaux en Afrique soient représentés par les mouvements de libération nationale concernés, en tant qu'observateurs, dans les réunions traitant de questions relatives à ces territoires

4. Depuis la vingt-cinquième session du Conseil intergouvernemental (qui s'appelle maintenant le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire - CPA), en avril 1974, le PAM invite l'OUA à participer en tant qu'observateur aux sessions de cet organe.

5. A sa quatrième session en octobre/novembre 1977, le CPA a adopté la décision suivante :

a) Lorsqu'une demande est présentée par un mouvement de libération reconnu par l'OUA, ou en son nom, le Comité peut autoriser expressément le Directeur exécutif à inviter ce mouvement de libération à participer à ses travaux en qualité d'observateur;

b) Le Directeur exécutif peut prendre à sa charge les frais de participation d'un mouvement de libération ainsi invité;

6. Des mesures sont prises conformément à cette décision lorsqu'une demande est présentée par un mouvement de libération reconnu par l'OUA, ou en son nom.
